

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/CSC/M/6

12 novembre 1998

(98-4544)

Comité des engagements spécifiques

RAPPORT DE LA RÉUNION DU 16 OCTOBRE 1998

Note du Secrétariat

1. Le Comité des engagements spécifiques a tenu sa sixième réunion le 16 octobre 1998 sous la présidence de M. Juan Marchetti (Argentine). L'ordre du jour de la réunion est reproduit dans l'aérogamme WTO/AIR/937.

1. QUESTIONS DE CLASSIFICATION

A. ÉVALUATION DE LA NÉCESSITÉ DE RÉVISER LE DOCUMENT MTN.GNS/W/120, ÉTABLISSEMENT DE LISTES *AD HOC*, ET QUESTIONS SOULEVÉES DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS

2. Le Président a rappelé les conclusions sur lesquelles la réunion antérieure avait débouché à propos du document MTN.GNS/W/120, à savoir que le Comité était convenu d'examiner ce document et de voir s'il était nécessaire de le réviser pour qu'il reflète plus fidèlement les courants commerciaux réels et les intérêts des Membres. Il a également rappelé que le Conseil du commerce des services avait chargé le Comité d'examiner les questions de classification soulevées dans le cadre du programme d'échange de renseignements. Il a donc présenté la note informelle du Secrétariat, qui récapitulait les points mentionnés en matière de classification pendant cet exercice (Job n° 5353), et a invité les participants à formuler des observations sur ces documents et, plus généralement, sur la façon dont le Comité devrait s'acquitter du mandat que lui avait donné le Conseil.

3. Le Canada a distribué dans une note informelle un tableau de correspondance entre le document MTN.GNS/W/120 et la CPC Rev.1 (Job n° 6072), en précisant qu'il s'agissait d'un document de référence à utiliser au cours de la révision du W/120 et non d'une tentative visant à proposer une conversion complète à la CPC Rev.1, laquelle pourrait poser des problèmes dans des secteurs tels que les services financiers ou les télécommunications. Le représentant canadien a dit que le Président du Comité pourrait organiser des consultations informelles sur les questions de classification et a proposé que les services concernant l'environnement soient examinés en premier.

4. Le représentant des États-Unis a approuvé l'approche sectorielle des problèmes de classification adoptée dans le cadre du programme d'échange de renseignements, laquelle serait selon lui plus fructueuse qu'une approche théorique et statistique générale. Il a souligné que tous les secteurs n'avaient pas la même importance dans cette optique et que l'étendue des problèmes de classification variait fortement d'un secteur à l'autre. Le but de l'exercice n'était pas d'établir un annuaire statistique mais une description cohérente des activités visées par un engagement donné. L'intervenant estimait que l'approche la plus utile pourrait consister à élaborer des définitions générales des secteurs ou sous-secteurs acceptables par tous et susceptibles d'être utilisées dans les listes, éventuellement sous la forme de notes liminaires.

5. Le représentant du Japon a fait observer que l'évolution technologique rapide dans les services risquait d'entraîner une modification des classifications mais qu'en même temps, la stabilité juridique

et la comparabilité des listes dans le temps étaient nécessaires. Pour cette raison, tout en réservant sa position sur le résultat final des travaux, il a indiqué que le Japon ne s'opposerait pas à leur poursuite à condition que les principes suivants soient respectés: si des modifications devaient être apportées, celles-ci devaient 1) être limitées au strict nécessaire, 2) être énoncées clairement et indiquer les similitudes et les différences avec les anciennes définitions, et 3) n'entraîner ni changement ni réinterprétation des engagements existants. Le Japon était également favorable à l'approche sectorielle dans le cadre de consultations informelles.

6. La représentante de l'Australie a indiqué qu'à long terme, il serait préférable d'élaborer un système commun et universel de classification fondé sur la CPC Rev.1. Elle s'est ralliée à l'idée des consultations informelles et a précisé la position australienne sur les questions de classification relatives aux services postaux et aux services de courrier mentionnées dans le Job n° 5353. Ces observations sont reproduites dans le Job n° 6077.

7. Les Communautés européennes ont approuvé l'approche sectorielle informelle. Il fallait poursuivre les travaux concernant la définition des problèmes; par exemple, la nécessité de refléter plus fidèlement la réalité économique évoquée dans la note du Secrétariat n'était pas corroborée par des faits et des exemples concrets. Les CE étaient favorables à l'idée de commencer par les services environnementaux, et ont dit qu'il fallait être prudent en ce qui concernait les liens entre les divers services.

8. Hong Kong, Chine préférait l'approche sectorielle informelle à une comparaison systématique entre les versions révisée et provisoire de la CPC, et elle était d'avis qu'il faudrait s'attacher à obtenir des résultats facilement utilisables, globaux et proches des concepts utilisés dans le secteur, qui ne compromettent pas les engagements existants. La Nouvelle-Zélande a, elle aussi, préconisé l'établissement d'une version révisée du document W/120 qui serait plus proche de la réalité économique. Enfin, le Canada et l'Uruguay ont insisté sur la nécessité de prendre en compte la dimension statistique dans ce processus.

9. Le Président a conclu que dans l'ensemble, les participants étaient favorables à une approche sectorielle des questions de classification. Il a également été convenu qu'il vaudrait peut-être mieux aborder ces questions dans le cadre de consultations informelles, et que les services concernant l'environnement pourraient être examinés en premier. Des Membres avaient souligné qu'il fallait obtenir des résultats facilement utilisables pour les négociateurs comme pour ceux qui utilisaient les listes dans le secteur et le public en général, et éviter que les engagements existants ne soient compromis. Le Président a signalé que la CPC Rev.1 et les autres systèmes de définition existants pourraient servir de base à ces travaux.

B. NOUVEAUX SERVICES

10. Les Communautés européennes ont fait valoir qu'étant donné que l'AGCS avait par nature une portée globale, il s'agissait de définir la classification des nouveaux services et non de déterminer s'ils étaient visés par l'Accord. L'Australie s'est ralliée à ce point de vue et a indiqué qu'elle était favorable à une méthode d'identification des nouveaux services qui serait neutre du point de vue technologique et reposerait sur l'utilisation finale et non sur les moyens de livraison.

11. Le Canada, les États-Unis, le Japon et la Nouvelle-Zélande pensaient, eux aussi, que la question des nouveaux services concernait essentiellement la classification et devait être examinée dans le cadre du processus sectoriel d'identification des problèmes de classification. Les États-Unis ont souligné qu'en cas d'incertitude sur le point de savoir si un service "nouveau" était visé par un engagement existant, la réponse dépendait de la nature du service et de celle de l'engagement, d'où la nécessité d'un examen au cas par cas. Il semblait peu probable que le Comité soit en mesure

d'élaborer des solutions d'application générale pour ces cas, qui devraient essentiellement faire l'objet de négociations bilatérales.

12. La Nouvelle-Zélande était favorable à l'approche neutre d'un point de vue technologique proposée par l'Australie, et a souligné que jusqu'à ce jour, les discussions sur les nouveaux services n'avaient donné aucun résultat en raison de l'absence d'exemples concrets et de la difficulté à différencier, dans l'abstrait, une nouvelle technologie ou une nouvelle façon de fournir un service d'un nouveau service proprement dit. À cet égard, l'approche sectorielle plus spécifique utilisée dans le cadre du programme d'échange de renseignements pourrait être plus fructueuse.

13. Le Président a conclu qu'un consensus s'était dégagé en vue d'aborder désormais la question des nouveaux services sous l'angle de la classification essentiellement. Il a noté que plusieurs délégations avaient mentionné la nécessité d'adopter une approche neutre du point de vue technologique, et il a souligné qu'il était difficile de faire la différence entre une nouvelle technologie et de nouveaux services.

II. INCIDENCES FORMELLES ET FINANCIÈRES DE LA MISE AU POINT DE LISTES TENUES ÉLECTRONIQUEMENT

14. Le Secrétariat a indiqué qu'en raison de contraintes budgétaires importantes, il n'avait pas été possible d'obtenir une dotation budgétaire spéciale pour recruter en 1998, à titre temporaire, l'assistant nécessaire pour entrer les engagements suivant le nouveau mode de présentation des listes codifié et mis à jour électroniquement. Toutefois, des fonds pourraient être débloqués à cette fin sur le budget existant de l'Organisation consacré aux publications, à condition que les listes électroniques soient finalement rendues publiques. Bien qu'aucune décision formelle à cet effet n'ait été prise, il semblait entendu depuis le début pour le Comité que les listes électroniques seraient mises à la disposition du secteur et du public; si cela était confirmé, le Secrétariat serait en mesure de poursuivre l'établissement des listes. En réponse à des questions, le Secrétariat a indiqué qu'un CD-ROM contenant les listes pourrait être élaboré sans frais de programmation importants: l'objectif final, qui était de permettre aux délégations de consulter les listes en ligne, demanderait toutefois des travaux de programmation considérables et entraînerait donc des dépenses additionnelles, même si l'ensemble des dépenses était réduit au minimum grâce à l'utilisation d'un logiciel disponible dans le commerce et de l'infrastructure existante.

15. En général, les Membres ont dit qu'ils penchaient pour l'élaboration rapide d'un CD-ROM, soulignant qu'il serait utile de pouvoir consulter les listes sous cette forme avant les prochaines négociations. Plusieurs ont indiqué qu'ils insisteraient, lors de l'établissement du budget, sur l'importance qu'ils attachaient à la réalisation de ce projet et donc à l'attribution des fonds nécessaires. Par ailleurs, le Secrétariat a répondu à la délégation du Japon que c'est lui qui détiendrait le droit d'auteur se rapportant aux listes, mais que les Membres disposeraient du même droit d'accès permanent que pour tous les autres documents de l'OMC.

16. En ce qui concernait l'accord des Membres pour la publication des listes récapitulatives, il a été décidé que les Membres disposeraient d'une semaine pour consulter leurs administrations centrales et qu'en l'absence d'objections, cet accord serait réputé exister.

III. LIGNES DIRECTRICES POUR L'ÉTABLISSEMENT DES LISTES

17. La représentante de la Nouvelle-Zélande a présenté brièvement le document communiqué par sa délégation à la dernière réunion du Comité (Job n° 1851). Elle a mis l'accent sur trois points en particulier: l'utilité de l'élaboration d'une liste de questions destinée à aider les Membres à déterminer si les prescriptions en matière de licences non spécifiées devaient figurer dans les listes ou non, le

besoin éventuel de renseignements sur les licences pour accroître la transparence, et la nécessité d'étudier collectivement la question de la faisabilité technique et de l'évolution de la technologie.

18. L'Australie a indiqué qu'elle partageait la plupart des idées de la Nouvelle-Zélande, notamment sur la nécessité de poser l'hypothèse que les entrées relatives aux licences non spécifiées étaient compatibles avec les articles XVI et XVII et la nécessité de ne pas laisser chaque Membre décider de la faisabilité technique mais plutôt d'établir une liste concertée compte tenu des particularités des divers secteurs et modes de fourniture et de leur évolution technologique.

19. S'agissant de l'examen des lignes directrices pour l'établissement des listes, le Président a suggéré deux approches possibles: le Comité pourrait entreprendre une lecture collective des lignes directrices, paragraphe par paragraphe, et le Secrétariat pourrait être invité à établir une note factuelle sur les difficultés ou questions auxquelles il a été confronté dans l'interprétation et l'utilisation des lignes directrices. Ces deux possibilités ne s'excluaient bien évidemment pas l'une l'autre. Il a été convenu d'étudier ces idées de manière plus approfondie à la réunion suivante du Comité.

IV. STATISTIQUES

20. Aucun point nouveau n'a été soulevé au titre de cette rubrique.

V. AUTRES QUESTIONS

21. Le Président a indiqué qu'il tiendrait des consultations informelles au sujet des procédures prévues à l'article XXI (modification des listes) le 5 novembre. Une nouvelle réunion informelle du Comité aurait lieu fin novembre, si possible à une date très proche de celle de la réunion du Conseil du commerce des services des 23 et 24 novembre, en vue d'examiner les questions de classification.
